

Présentation synthétique des informations financières essentielles du CA 2018 (Article L 2313-1 10° CGCT)

Le compte administratif 2018 se décompose comme suit en opérations réelles.

	Dépenses	Recettes
Investissement	47 114 823,79	28 484 040,74
Fonctionnement	122 830 658,07	155 762 569,39
Sous-total	169 945 481,86	184 246 610,13
Reprise résultat antérieur	3 018 268,62	342 000,00
Total réalisé	172 963 750,48	184 588 610,13
Reste à réaliser Investissement	16 563 551,51	2 185 575,79
Reste à réaliser en fonctionnement	277 339,06	-

Le détail par chapitre est le suivant :

Section de fonctionnement - dépenses réelles :

Dépenses réelles de fonctionnement	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Variation
Charges générales 011	22 020 517,52	21 438 940,77	-2,64%
Frais de personnel 012	74 523 634,40	73 815 090,58	-0,95%
Atténuation de produits 014	1 659 611,00	1 609 050,00	-3,05%
Autres charges 65	23 479 540,30	23 319 953,04	-0,68%
Groupes politiques 656	128 365,58	125 155,14	-2,50%
Charges financières 66	144 459,73	231 833,94	60,48%
Charges exceptionnelles 67	189 778,78	2 290 634,60	1107,00%
Dotations aux provisions 68	-	-	
TOTAL	122 145 907,31	122 830 658,07	0,56%

Section de fonctionnement - recettes réelles :

Recettes réelles fonctionnement	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Variation
Produit des services 70	9 650 587,78	12 205 568,85	26,47%
Impôts et taxes 73	98 113 021,17	103 551 263,83	5,54%
Dotations et participations 74	31 957 438,94	31 742 718,63	-0,67%
Autres produits 75	694 704,74	605 035,43	-12,91%
Atténuation de charges 013	629 733,41	456 563,59	-27,50%
Produits financiers 76	2 667,80	1 608,00	-39,73%
Produits exceptionnels 77	1 417 832,41	5 989 811,06	322,46%
Reprises sur provisions 78	-	1 210 000,00	
TOTAL	142 465 986,25	155 762 569,39	9,33%

L'exécution budgétaire 2018 a été marquée par :

- l'absence de plan d'économie applicable aux collectivités locales par l'Etat via les dotations qu'il leur verse, n'empêche pas certaines d'entre elles, comme la dotation forfaitaire, de baisser au titre des variables d'ajustement de l'enveloppe normée. Cependant et pour la première fois depuis 2012, les dotations et compensations versées par l'Etat augmentent de 0,6 % par rapport à l'exercice précédent,
- l'évolution de l'équilibre fiscal avec la réduction de l'abattement général à la base, la baisse du taux de TH et la hausse du taux de foncier bâti. L'évolution du produit fiscal global est de 7,34 M€ intégrant l'effet des mesures ci-

dessus mais aussi la variation physique (construction, démolition et réaménagement) et la variation dite nominale prévue par la Loi pour prendre en compte l'inflation,

- une hausse des produits du domaine liée notamment à l'intégration des recettes de stationnement qui ne sont plus considérées comme des taxes suite à la dépenalisation du stationnement payant,
- en matière de produits exceptionnels, un niveau de cession de biens immobiliers conséquent et une reprise de provision viennent accroître la variation des recettes,
- une hausse limitée des dépenses courantes (0,56 %) ce malgré le versement d'une indemnité transactionnelle aux écoles privées pour clore un contentieux avec une baisse des autres postes de dépenses y compris les charges de personnel et l'absence de la manifestation des Invites. La charge de la dette elle, progresse,
- le premier acte du plan de la maîtrise de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ayant fait l'objet d'une contractualisation respectée avec l'Etat.

L'épargne de gestion est de 28,25 M€ (+46,9 % par rapport à 2017 où elle se situait à 19,23 M€). L'épargne de gestion correspond à l'ensemble des recettes réelles courantes desquelles on soustrait les dépenses réelles courantes. Elle ne prend pas en compte les opérations financières (chapitres 66/76), exceptionnelles (chapitres 67/77) et les opérations sur les provisions (chapitres 68/78).

L'épargne brute non retraitée, qui se calcule par différence entre totalité des recettes et dépenses réelles de fonctionnement est en hausse à 32,93 M€ soit +62,1 % (20,32 M€ en 2017) du fait de la forte activité de cessions d'actifs et de la reprise de la provision constituée (1,2 M€). Hors les cessions, elle croît de 42 % à 27,38 M€.

Section d'investissement - dépenses réelles :

Dépenses réelles d'investissement	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Variation
Emprunts et dettes assimilées 16	2 839 086,03	3 186 827,29	12,25%
Dotations fonds divers et réserves 10	1 767 500,00	-	-100,00%
Immobilisations incorporelles 20	1 858 335,98	1 804 374,32	-2,90%
Subventions équipements versées 204	3 688 034,32	2 337 178,25	-36,63%
Immobilisations corporelles 21	8 268 886,34	8 991 084,06	8,73%
Immobilisations en cours 23	22 024 931,95	30 714 526,15	39,45%
Participations et créances rattachées 26	123 612,00	38 585,02	-68,79%
Autres immobilisations 27	51 562,37	-	-100,00%
Subventions d'investissement	-	42 248,70	
Travaux pour compte de tiers 45X1	-	-	
TOTAL	40 621 948,99	47 114 823,79	15,98%

Les dépenses d'équipement (chapitres 20, 21 et 23) sont en hausse à 41,5 M€ contre 32,15 M€ en 2017.

Section d'investissement - recettes réelles :

Dépenses réelles d'investissement	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Variation
Emprunts et dettes assimilées 16	11 050 000,00	11 801 687,40	6,80%
Dotations fonds divers et réserves 10	18 697 193,36	14 859 702,04	-20,52%
Subventions d'investissement 13	3 588 060,44	1 777 048,80	-50,47%
Immobilisations incorporelles 20	-	-	
Immobilisations corporelles 21	98,40	-	-100,00%
Immobilisations en cours 23	1 516,38	1 158,50	-23,60%
Participations et créances rattachés 26	21 062,37	-	
Autres immobilisations 27	87 523,93	44 444,00	-49,22%
Travaux pour compte de tiers 45X1	-	-	
TOTAL	33 445 454,88	28 484 040,74	-14,83%

Le recours à l'emprunt est en hausse, 11 M€ encaissés en 2018 et 1,5 M€ reportés. Le stock de dette s'élève, en intégrant les reports à 33,79 M€ au 31/12/2018 contre 26,68 M€ au 31/12/2017 soit une dette par habitant de 225,2 € et une capacité de désendettement de 1,23 an (calcul hors recettes de cessions).

Les ratios financiers villeurbannais sont les suivants (*ratios 1 à 6 en € par habitant*) :

1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	818
2	Produit des impositions directes/population	549
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1038
4	Dépenses d'équipement brut/population	277
5	Encours de la dette/population	220
6	DGF/population	123
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	60,1%
8	Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonct.	80,4%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	26,6%
10	Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement	21,2%